

Unité départementale de Loire-Atlantique

Nantes, le 24/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ARC EN CIEL**

2 route de la Navale  
44220 COUERON

Références : N3-2022-541-Rapportinspection

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2022 dans l'établissement ARC EN CIEL implanté 2 route de la Navale 44220 COUERON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet de poursuivre la résorption des écarts relevés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 23/03/21, engagé lors de la visite du 30/11/21

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARC EN CIEL
- 2 route de la Navale 44220 COUERON
- Code AIOT dans GUN : 0006301049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site regroupe une unité de valorisation énergétique (UVE) d'ordures ménagères résiduelles, un atelier de tri des collectes sélectives (ATCS) et un atelier tout-venant (ATV).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Levée de la mise en demeure du n°2021/ICPE/074 du 23/03/21, examen du Porter A Connaissance des modifications envisagée et examen du dossier IED.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Empoussiérage	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article VIII.1.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tri 5 flux	Décret du 10/03/2016, article Section 3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fosse déchets	AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 2	/	Sans objet
Nettoyage	AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 3	/	Sans objet
Nuisances sonores	AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 4 et 5	/	Sans objet
Rapports d'exécution des travaux	AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 7	/	Sans objet
Porter A Connaissance	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article I.2.2	/	Sans objet
Réexamen IED	Règlement européen du 24/11/2010, article Directive	/	Sans objet
Organisation de la gestion des risques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article VIII	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il ressort du contrôle des écarts relevés par l'arrêté de mise en demeure du 23/03/21, que ce rappel à la loi peut être définitivement levé car les justificatifs manquants lors de la visite du 30/11/21 ont été transmis. Il s'agit principalement de l'étude technico-économique de résorption des débordements de la fosse des déchets de l'UVE et des justificatifs de réparation des ouvrants en défaut technique le jour de cette précédente visite.

Le sujet central de cette visite est resté le dossier de réexamen IED (directive relative aux émissions industrielles).

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Fosse déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Limitation de l'entreposage des ordures ménagères uniquement dans la fosse de réception. Résorption du débordement constaté lors de la visite d'inspection du 19 février 2021
<p><b>Constats :</b> La présence d'OMR (Ordures Ménagères Résiduelles) entreposées en dehors de la fosse à de réception avait plusieurs fois été constatée, expliquée par une ouverture de 7 à 8 mètres de largeur qui entraîne le débordement des déchets dès lors que le niveau de remplissage de la fosse atteint le plancher de cette zone situé à 3 m en contre-bas du quai de déchargement. Cet entreposage extérieur, initialement présenté comme exceptionnel et lié à des contraintes techniques (en particulier des arrêts), s'est avéré récurrent dès que la fosse atteint le niveau de remplissage évoqué. Actuellement, cette ouverture libère un volume supplémentaire de près de 800 m<sup>3</sup> de déchets qui s'étalent.</p> <p>Après étude, l'exploitant souhaite conserver cette zone pour des transferts et la dédier à des fonctions de déchargement/rechargement de trop-pleins d'OMR en cas de besoins. Ce supplément de volume permet d'accroître la capacité de stockage des déchets pendant les périodes de tension (maintenances, arrêts techniques courts...). En outre, la plate-forme contiguë à cette zone pourra être utilisée pour y positionner une pelle afin de transférer les excédents de déchets à évacuer dans des remorques qui peuvent stationner le long du quai attenant, une reprise actuellement non réalisable avec le grappin de la fosse UVE (Unité de valorisation Energétique).</p> <p>Dans l'étude technico-économique transmise, l'exploitant propose des aménagements spécifiques visant à fermer cette zone (à hauteur du quai existant) pour éviter le débordement permanent des déchets, tout conservant la possibilité de décharger la fosse. Ces aménagements permettront de stocker au maximum 100 t, soit près de 250 m<sup>3</sup> de déchets sur une surface utile de près de 80 m<sup>2</sup>.</p> <p>Tel que présentés, les travaux envisagés permettent de supprimer les débordements des déchets en dehors de la fosse, d'accroître la capacité de stockage des déchets pour faire face à des incidents techniques et de faciliter la reprise des excédents de déchets à évacuer.</p> <p>L'analyse des risques demandée par l'inspection des installations classées et jointe à l'étude technico-économique communiquée par l'exploitant (dans sa réponse du 4 février 2022 à la visite du 30 novembre 2021) laisse apparaître une maîtrise satisfaisante du risque incendie.</p> <p>En l'état, cette modification des conditions d'exploitation est à porter à la connaissance du préfet.</p> <p>Les constats faits au cours de l'inspection du 04/04/22 et les conclusions de l'étude de gestion de la fosse déchets transmise à la même date laissent apparaître que <b>les dispositions de l'art. 2 de l'arrêté de mise en demeure du 23/03/21 sont respectées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b> Maintien en état de propreté : <ul style="list-style-type: none"><li>- les zones extérieures (voiries, aires de stockage, parterres enherbées) sont nettoyées,</li><li>- les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les envols des déchets entreposés à l'extérieur</li><li>- le hall OM est débarrassé des déchets destinés à aller en fosse.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Concernant la <u>propreté des extérieurs</u>, l'essentiel des difficultés vient des produits finis entreposés sous auvents, dont les balles se délitent et les déchets sont éparpillés par le vent. Actuellement, la tenue des balles est assurée par un sanglage en cinq brins (à moins de quatre, le sanglage est repris). L'exploitant a déclaré poursuivre ses opérations de « picking » extérieur des envols (2 fois par jour), de balayages des voiries et des quais (plusieurs fois/mois pour les OM et plusieurs fois/trimestre pour le CT) et d'interventions à la demande.</p> <p>La visite a permis de constater que les extérieurs étaient propres malgré quelques légers piégés dans la clôture grillagée de séparation avec la plate-forme multimodale en raison d'un vent moyen.</p> <p>Concernant la <u>propreté du hall OMR</u>, la partie du quai OMR, occupée par les déchets spécifiques au MODECOM 2021 en cours d'exécution lors de la visite du 30/11/21, a été nettoyée et la zone de débordements des déchets en dehors de la fosse était peu encombrée, par comparaison aux constats faits au cours des dernières inspections.</p> <p>En conclusion, les constats faits au cours des inspections des 30/11/21 et 04/04/22 laissent apparaître que les dispositions de l'art. II.4.1 de l'arrêté du 08/01/19 sont respectées. <b>Ainsi, les dispositions de l'art. 3 de l'arrêté de mise en demeure peuvent être définitivement levées.</b></p> <p>D'une manière plus générale, la question de la propreté du site reste un aspect sensible et fragile qui restera systématiquement regardé lors de chaque visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Nuisances sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, articles 4 et 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fermeture des ouvrants
<b>Prescription contrôlée :</b> Assurer la bonne fermeture des portes (pour piétons et engins) en dehors des passages pour réduire les nuisances olfactives et sonores. Remise en état des commandes automatiques hors service.
<p><b>Constats :</b> Malgré la présentation d'un plan d'actions (rappel de consignes, causeries périodiques, travaux de maintenance et d'entretien par un prestataire extérieur, suivi par GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur)...), la visite du 30/11/21 s'était soldée par le constat de trois portes en panne vis-à-vis desquelles l'exploitant avait engagé des démarches de réparation. Face au manque de réactivité estimée du prestataire, l'exploitant a fait part de sa décision d'en changer au cours de l'année 2022, une démarche pas encore finalisée.</p> <p>Au cours de cette nouvelle visite du 04/04/22, une des portes de l'ATV (Atelier Tout-Venant) était en panne en position ouverte. Plusieurs manœuvres n'ont pas pu la fermer. L'exploitant a indiqué que le traitement de cette panne avait été engagé dès le constat de ce dysfonctionnement.</p> <p>En conclusion, les constats faits au cours des inspections des 30/11/21 et 04/04/22 laissent apparaître que la problématique de fermeture des portes est bien prise en compte par l'exploitant malgré des dysfonctionnements réguliers des équipements liés à la fragilité des équipements. La situation n'est plus celle rencontrée lors des visites des 04/12/21 et 19/02/21 qui faisaient état de nombreuses portes restées ouvertes en raison de retards d'interventions ou de non-respect des consignes par les opérateurs. <b>Ainsi, les dispositions des articles 4 et 5 de l'arrêté de mise en demeure peuvent être définitivement levées.</b></p> <p>D'une manière plus générale, la question de la gestion des ouvrants restera un sujet systématiquement regardé au cours des visites prochaines, étant considéré qu'il fait partie intégrante du plan d'actions « Réduction du bruit » dont une synthèse a été remise le 16/02/21.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rapports d'exécution des travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/03/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Justificatifs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 à 6
<p><b>Constats :</b> Outre les constats faits au cours des visites des 30/11/21 et du 04/04/22, les justificatifs attendus pour résorber les points 3, 4 et 5 ont été transmis à l'inspection ou les constats nécessaires ont été faits. <b>Ainsi, les dispositions de l'art. 7 de l'arrêté de mise en demeure peuvent être définitivement levées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Empoussiérage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article VIII.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Limitation de l'empoussièrlement des locaux notamment des zones peu fréquentées
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées considère que les aspects propreté des extérieurs sont directement liés à l'intégration paysagère de l'établissement. A ce titre, ils sont déconnectés de l'empoussièrlement du site qui est à rapprocher de la problématique risque incendie.</p> <p>Au cours de l'inspection, des accumulations de poussières ont été constatées en plusieurs points de l'établissement, en particulier autour et sur les installations électriques, à proximité des stocks tampons de matières combustibles, dans les zones peu fréquentées comme le pied du crible CSR de l'ATV, les structures des bâtiments...</p> <p>L'exploitant indique procéder à des campagnes de nettoyage périodiques. Au vu des constats faits, les moyens mis en œuvre paraissent insuffisants et le niveau de salissures est estimé excessif.</p> <p>Cet aspect a déjà fait l'objet d'une observation, restée orale lors de la visite du 30/11/21.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de doter l'établissement de moyens de nettoyage adaptés (fixes, internes, prestations extérieures...) et d'engager dans les meilleurs délais des opérations de nettoyage. Un suivi de l'état d'avancement des travaux correspondant est attendu.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Tri 5 flux**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 10/03/2016, article Section 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tri des déchets
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une zone de stockage temporaire de déchets produits par l'établissement en attente de leur évacuation. Une zone qualifiable de « déchetterie interne » équipée de plusieurs bennes pour assurer le tri de ces déchets dont les cartons, les palettes, métaux...</p> <p>La benne dite de « Tout-Venant » accueille des cartons propres, palettes et autres déchets qui relèvent du décret flux. Au vu des constats faits, l'inspection des installations classées considère que le tri 5 flux est approximatif et que les « erreurs de tri » constatées ne peuvent être justifiées.</p> <p><b>Il est donc demandé à l'exploitant de prendre les mesures adaptées pour que de tels constats ne puissent être reconduits.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Porter A Connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article I.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Porter A Connaissance (PAC) visant à modifier le périmètre de l'autorisation et de certaines conditions d'exploitation de l'ATCS (Atelier de Tri des déchets issus de la Collecte Sélective), l'ATV (Atelier Tout Venant)</p>
<p><b>Constats : Réorganisation des stockages des déchets valorisables triés par l'ATCS</b> – Ces dépôts sont, pour l'essentiel, positionnés dans l'ATCS. 6 d'entre-eux sont dans le périmètre de cet atelier et le dernier est implanté dans une zone inoccupée de l'ATV, proche du silo de stockage de CSR (Combustibles Solides de Récupération). Deux autres points de stockage ont été abandonnés.</p> <p>Ces matières sont à considérer comme des en-cours de production de l'ATCS permettant la massification des expéditions.</p> <p>L'autorisation de stockages des déchets issus de la collecte sélective est fixée par l'article I.2.2 de l'arrêté d'autorisation à hauteur de 8 500 m<sup>3</sup> (rubrique 2714). L'article X.6 ventile ce volume entre l'amont : 5 350 m<sup>3</sup> représentant une autonomie de 2,9 j pouvant aller à 6 320 m<sup>3</sup> en pointe sur 3,5 j et l'aval pour les en-cours de production de 1 950 m<sup>3</sup>.</p> <p>La demande porte sur les volumes d'en-cours de 5 216 m<sup>3</sup>, soit un total de 10 566 m<sup>3</sup> pouvant aller jusqu'à 11 536 m<sup>3</sup> en pointe tout en précisant (page 29 du PAC) que le volume maximal autorisé de déchets issus de la collecte sélective de 8 500 m<sup>3</sup> sera respecté. Le fait de disposer d'un volume supérieur aux besoins laisse à l'exploitant la souplesse de pouvoir gérer les stocks par nature de matières.</p> <p><b>L'exploitant devra tenir précisément à jour les quantités de matières entreposées (le positionnement de l'exploitant vis-à-vis de la rubrique 1510 est demandé dans le cadre de l'instruction du PAC).</b></p> <p><b>L'inspection a constaté l'existence d'un dépôt de cartons dans l'ATV non prévu au PAC qu'il convient d'évacuer.</b></p> <p>L'inspection des installations classées considère que les trois unités couvertes par la DSP (UVE, ATCS et ATV) sont des installations stratégiques pour la gestion des déchets de la Loire Atlantique. A ce titre, la réduction du risque incendie est une priorité qui passe notamment par la limitation du potentiel calorifique présent dans les différents ateliers.</p> <p>A ce titre, l'inspection des installations classées considèrerait opportun que ces stockages puissent être entreposés à l'extérieur des locaux de production à l'instar des CSR produits par l'ATV, dont les surplus de production (au-delà du volume contenu dans le silo de l'ATV) sont entreposés dans un bâtiment de la plate-forme multimodale voisine. Sur ce sujet déjà abordé avec l'exploitant, AEC 2034 oppose des coûts logistiques, environnementaux et économiques disproportionnés de la gestion des en-cours.</p> <p><b>Par conséquent, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'examiner les pistes, de proximité immédiate, qui permettraient d'écarter les stockages de matières combustibles des ateliers de production.</b></p> <p><b>Régularisation de la quantité maximale de REFIOM entreposés</b> – L'exploitant souhaite la porter à 28 t, correspondant au volume du silo, en lieu et place des 21 t actuellement prises en compte. Aucun autre dépôt complémentaire n'est prévu, notamment en bigs-bags en attente d'enlèvement.</p> <p><b>Calcul des garanties financières</b> – Les GF sont calculées sur la base des quantités maximales de produits à évacuer (déchets, produits dangereux...). L'exploitant en demande la révision pour prendre en compte l'augmentation de la quantité maximale de REFIOM demandée ainsi que la révision des coûts de gardiennage admis par la circulaire du 20/11/13 qui rend acceptable la</p>



substitution d'un gardiennage traditionnel par de la télésurveillance (basée sur une somme forfaitaire de 15 000 €).

Dans la version finale du PAC attendu, il est demandé de développer les indices Me de l'ATCS et de l'ATV.

Dans la perspective de la mise application de ce nouveau calcul, il appartient à l'exploitant de produire l'acte de cautionnement correspondant et de tenir à jour les éléments de calculs des GF.

**Classement ICPE** – L'exploitant sollicite l'abandon de la rubrique 2515 et des prescriptions qui lui sont directement associées.

La présentation du Porter A Connaissance au préfet est attendu très prochainement. Il donnera lieu à la rédaction d'un arrêté complémentaire qui modifiera les conditions actuelles d'exploitation prescrites par l'arrêté préfectoral du 08/01/19.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : Réexamen IED

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 24/11/2010, Directive
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier de réexamen IED
<b>Prescription contrôlée :</b> Rédaction du dossier de réexamen IED (directive relative aux émissions industrielles)
<p><b>Constats :</b> Dans le cadre du réexamen des conditions d'exploitation de l'établissement au regard des dispositions de la Directive IED, Arc-en-Ciel 2034 a transmis le 02/12/20 le dossier d'évaluation de son fonctionnement vis-vis des MTD, accompagné du rapport de base.</p> <p>Le classement retenu de l'établissement (article I.2.2 de l'arrêté du 08/01/2019) considère la rubrique 3520-a (incinération) comme rubrique principale IED.</p> <p>L'exploitant propose un périmètre IED limité à l'UVE, excluant les ateliers ATCS et ATV. L'inspection des installations classées estime qu'une intégration de l'ensemble des ateliers au périmètre IED serait cohérente aux motifs qu'une partie des ateliers ATCS et ATV alimente l'UVE et peuvent être considérées comme des activités connexes. Cet aspect reste à l'étude.</p> <p>Une large partie de la visite a été consacrée à la présentation du dossier de réexamen, plus particulièrement de l'appréciation des NOC (conditions opératoires normales de fonctionnement) et des OTNOC (conditions opératoires autres que normales lors du fonctionnement) et à la comptabilisation des durées de dépassements des VLE (valeurs limites d'émissions).</p> <p>S'appuyant sur le guide d'application (révision 4 de février 2022) des arrêtés relatifs à l'incinération rédigé par les organisations professionnelles du déchets, l'exploitant a présenté la première étape de sa démarche. Par équipement ou fonction, elle prend la forme d'une analyse détaillée qui, en entrée, recense les défaillances, les causes et les conséquences susceptibles d'apparaître au cours de l'exploitation pour en définir les phénomènes redoutés, leur fréquence d'apparition et le type d'OTNOC. En conclusion, l'exploitant pose des actions susceptibles de réduire la fréquence des défaillances identifiées.</p> <p>L'étape suivante de la démarche sera d'identifier précisément les OTNOC et de déterminer les moyens de les mesurer et de les tracer. L'objectif final est d'activer automatiquement le compteur OTNOC dès lors que le four est en marche et de l'incrémenter si des atteintes à l'environnement sont détectées, des dépassements de VLE.</p> <p>L'exploitant a achevé la première étape de la démarche et a transmis son analyse détaillée des événements à l'inspection des installations classées. Il a engagé la seconde étape évoquée qui l'amènera à définir la programmation automatique de l'incrémentation du compteur OTNOC.</p> <p>Le dossier de réexamen IED est à l'instruction et fera l'objet d'un rapport au préfet prochainement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Organisation de la gestion des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Organisation de la prévention des risques
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté plusieurs améliorations de son organisation de la gestion des risques, notamment incendie, dont :</p> <p>1) La mise à jour du plan ETARE (2021) (transmis). Ce plan, commun à l'UVE et la plate-forme multimodale, a été mis à jour le 14/09/21 et donné lieu à une visite et un exercice avec le SDIS.</p> <p>L'article VIII.3 de l'arrêté d'autorisation tient compte, comme moyens de défense, de 3 réservoirs de 500 m<sup>3</sup> d'eau claire dont 2 sont réservés au sprinklage et de 3 poteaux d'incendie alimentés sous une pression de 4 bar (retenu à 3 bar dans le plan ETARE) ainsi que la possibilité de prélever en Loire.</p> <p>Depuis cette date, le pompage en Loire, référencé 1 comme source d'eau de défense incendie, a été abandonné en raison du risque d'envasement du point de prélèvement, préjudiciable aux matériels d'intervention du SDIS (il est demandé dans le PAC en cours d'instruction de joindre la décision du SDIS d'abandonner ce moyen de défense).</p> <p>Le plan ETARE, comme l'arrêté, doivent être modifiés. La mise à jour du plan ETARE devra confirmer le caractère suffisant des moyens restants de défense du site.</p> <p>2) Le renforcement de la formation des équipes de 1<sup>er</sup> intervention avec des formations périodiques incluant la mise en oeuvre des moyens de défense (canons à eau, extincteurs, RIA...).</p> <p>3) La programmation annuelle de tests des situations d'urgence avec usages des moyens d'intervention (10 items balayés sur une période de 3 ans). Les personnels ne sont pas prévenus de ces essais. Les déclenchements d'alarme (par exemple, départ de feu de la presse à papiers) sont mis à profit pour ses entraînements et utilisés en tant que REX (vu la procédure incendie claire et lisible en cours de finalisation).</p> <p>4) L'entretien et le maintien des équipements par le service maintenance qui en assure le surveillance (suivi tracé, mise à jour des consignes, des plans de la signalétique dans les locaux...)</p> <p>5) vu le bordereau de contrôle du groupe motopompe vérifié le 07/12/21</p> <p>L'organisation, telle que présentée, est apparue satisfaisante dans ses principes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet